Depuis 1928, le seul hebdomadaire de langue française en Alberta

Le Franco

Vol. 34 no 47 | Edmonton, semaine du 22 au 28 décembre 2000 | 16 pages | 60¢

L'école Gabrielle-Roy devra probablement regarder ailleurs qu'à Rutherford

RAYMOND LAROCHE

Edmonton

L'école publique Gabrielle-Roy d'Edmonton, est à la recherche depuis quand même un certain temps de plus d'espace pour ses élèves. Ce n'est pas une surprise, l'école qui est située dans le nord de la ville et partage des espaces de classe avec l'école catholique Père Lacombe, est remplie à capacité. Et en plus, l'augmentation de la clientèle de Père Lacombe lui laisse encore moins de place. La solution, déménager.

Outre l'espace limité, l'école est aussi trop loin de la communauté et pas facilement accessible de tous les quartiers de la ville. Les élèves doivent souvent faire jusqu'à 60 minutes en autobus, et ce, deux fois par jour, pour se rendre à l'école.

L'école Gabrielle-Roy, qui acceuille des élèves de la maternelle à la 6e année est le seule école publique francophone d'Edmonton. Aujourd'hui, elle compte 51 élèves mais le nombre d'inscriptions atteindrait facilement le double si elle était située dans le quartier francophone d'Edmonton qui est beaucoup plus central.

Dernièrement, le Conseil scolaire Centre-Nord qui gère l'école Gabrielle-Roy a envisagé la possibilité de faire l'acquisition de l'école Rutherford située en face de la Cité francophone d'Edmonton, ou encore y louer des espaces de classe, ce qui semble logique. L'école qui est administrée par le Edmonton Public School Board loge seulement 89 étudiants sur une capacité d'au moins 270. Et bien que les écoles de Millcreek et de Strathearn aient été offertes au Conseil scolaire francophone, la solution idéale semblait Rutherford.



Photo: Raymond Laroche

L'école Rutherford a été en 1984 la première école francophone d'Edmonton (l'école Georges et Julia Bugnet) qui a dû fermer ses portes après 10 mois d'opération en raison de difficultés financières. À cette époque, le gouvernement provincial ne voulait pas reconnaître que le nombre d'élèves était justifiable ou suffisant, l'empêchant de bénéficier de financement publique. C'est d'ailleurs ce qui a donné lieu à la «Cause Mahé-Bugnet» en 1990.

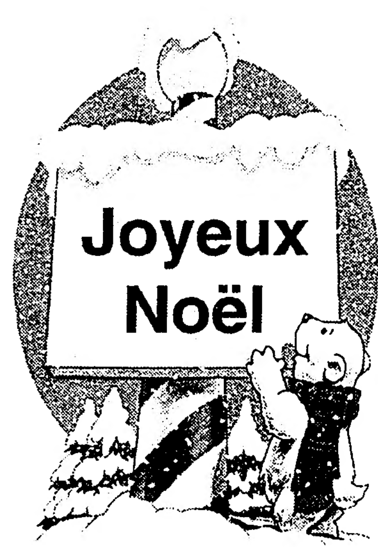
Donc, ce qui logiquement aurait dû être une formalité, ne l'est toutefois pas. Il semble que les locataires actuels n'aient pas l'intention de déménager. Pour le comité de parents de l'école Rutherford, il n'est pas question de louer des espaces de classe, et encore moins de vendre l'école au Conseil scolaire francophone. «Il y a dans cette cause beaucoup d'émotion. Cette école-là a été bâtie bien avant la Faculté St-Jean et porte le nom du premier premier ministre de la province. Il y a aussi des gens qui habitent le quartier depuis longtemps dont les petits-enfants vont à cette école, leurs enfants y sont allés et eux aussi» nous expliquait M. Henri Lemire, directeur général du Conseil scolaire Centre-Nord.

Les parents considèrent un peu Rutherford comme un droit acquis, par contre, depuis 1995-96 où l'école comptait 165 élèves, elle est passée graduellement en 2000-01 à 89. L'école Rutherford est une des nombreuses écoles de la ville avec un trop faible taux d'occupation. D'après le ministère des Infrastructures, les élèves de Rutherford pourraient facilement déménager à l'école Idylwylde, qui est située tout près, si une entente se faisait avec le Conseil francophone. Même que Alberta Infrastructure a précisé que le Edmonton public pourrait bénéficier de près de 1 million de dollars pour apporter les améliorations nécessaires à Idylwylde si Rutherford était vendue.

Faute d'acheter l'école, il serait tout de même logique de pouvoir au moins louer des locaux dans l'école, mais il semble que les parents aient peur qu'éventuellement il y ait plus d'élèves francophones qu'anglophones, les plaçant ainsi en situation minoritaire. Pourtant la même situation s'était présentée au moins deux fois auparavant et il n'y avait pas eu de problèmes.

Une chose est sûre, il n'est pas question pour Alberta Infrastructure de construire de nouvelles écoles quand d'autres ont un taux d'occupation de moins de 50% (57 de ces écoles sont dans cette situation). À vouloir tout garder, les parents de l'école Rutherford pourraient aussi tout perdre. Edmonton Public School Board ne peut tout simplement pas opérer une école qui est à 36% de sa capacité quand des parents d'autres secteurs de la ville n'ont même pas d'école où envoyer leurs enfants. À titre d'exemple, à Twin Brooks et Jackson Heights au sud de la ville, il n'y a aucune école pour une clientèle de 400 élèves, de la maternelle à la 6e année.

Il semble donc pour l'instant que la résistance des parents de l'école Rutherford ait eu raison de la logique, mais le Conseil scolaire francophone continue d'examiner d'autres possibilités. Donc, pour l'instant, la balle est dans le camp des parents de Rutherford, mais il semble improbable que ça change demain matin. Toutefois, pour le Conseil scolaire, le temps presse, et le dossier doit avancer.



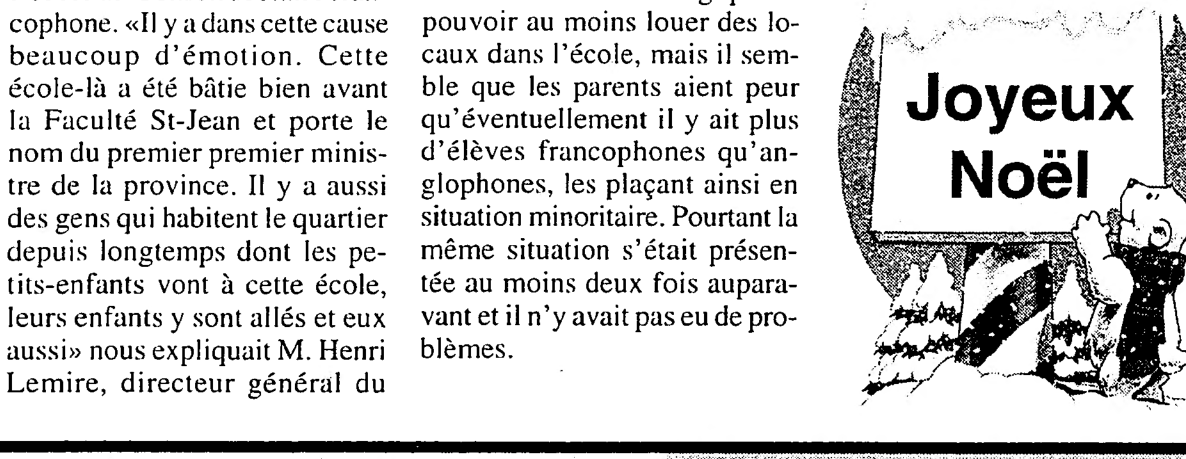
CETTE SEMAINE...

Nouveaux dossiers à l'ACFA provinciale pour 2001 ...
à lire en page 3

La magie de Noël...
à lire en page 5

Régional en bref...
à lire en page 6

Esquisse: Luketa M'Pindou...
à lire en page 7



De nombreux diplômés sont surqualifiés

Ottawa (APF): Cinq ans après l'obtention de leur diplôme, de nombreux diplômés de 1990 des niveaux collégial et universitaire sont toujours surqualifiés pour l'emploi qu'ils occupent.

Au niveau des études collégiales, 45 pour cent des hommes et 34 pour cent des femmes étaient surqualifiés pour leur emploi principal. La surqualification était particulièrement élevée pour les diplômés en arts et sciences humaines, sciences naturelles, zootechnie, génie général, industries primaires et services de protection, ainsi que pour les diplômé.e.s en services de secrétariat.

Au niveau du baccalauréat, 27 pour cent des détenteurs et des détentrices d'un diplôme en 1990 étaient surqualifiés cinq ans plus tard. Les finissants en beaux-arts et en sciences humaines, en sciences sociales et en sciences agricoles étaient les plus susceptibles d'avoir un niveau de scolarité supérieur à ce qu'exigeait leur principal employeur.

La surqualification est surtout très élevée chez les détenteurs d'une maîtrise, selon un récent article publié par Statistique Canada dans sa Revue trimestrielle de l'éducation. Cinq ans après l'obtention de leur diplôme en 1990, 58 pour cent des hommes et 48 pour cent des femmes étaient toujours surqualifiés. Les diplômés en éducation, en génie et informatique, en commerce et en beaux-arts et sciences humaines affichaient les taux les plus élevés de surqualification.

Un grand nombre de détenteurs d'une maîtrise détiennent un emploi qui exige un baccalauréat. Selon l'organisme fédéral, cela pourrait vouloir dire que des employeurs excluent dès le départ les détenteurs d'un baccalauréat dès le début du processus d'embauche.

Chez les détenteurs d'un doctorat enfin, 29 pour cent étaient surqualifiés. Les diplômés en éducation affichaient des taux élevés de surqualification, contrairement aux diplômés en sciences agricoles et biologiques.

Selon Statistique Canada, entre 27 et 48 pour cent des diplômés des collèges et universités (baccalauréat et doctorat) étaient surqualifiés pour leur emploi principal au cours des années 80 et 90. Pour le titulaire d'une maîtrise, le pourcentage de diplômés surqualifiés allait de 48 à 72 pour cent selon l'emploi.

Les hommes sont plus susceptibles d'être surqualifiés que les femmes chez les titulaires d'un diplôme collégial. Au niveau du baccalauréat, les hommes sont légèrement moins touchés que les femmes par le phénomène alors que chez les détenteurs d'une maîtrise, les taux de surqualification sont plus élevés chez les hommes que chez les femmes.

On peut être surqualifié pour un emploi et utiliser tout de même toutes ses compétences. Les employés qui sont surqualifiés et qui n'utilisent pas pleinement leurs compétences dans leur travail se retrouvent surtout chez ceux qui détiennent un diplôme collégial ou un baccalauréat. Chez les titulaires d'une maîtrise ou d'un doctorat, la sous-utilisation des compétences est relativement faible.

Internet gagne en popularité

Ottawa (APF) : Internet gagne de plus en plus en popularité chez les Canadiens au point de faire une percée chez les personnes âgées.

Selon le dernier rapport de Statistique Canada sur l'utilisation d'Internet par les ménages, 42 pour cent de tous les ménages comptait au moins un membre de la famille qui utilisait régulièrement Internet à domicile, au travail, à l'école ou ailleurs en 1999.

On compte pour la première fois une plus grande proportion d'utilisateurs d'Internet à la maison qu'au travail. Parmi les ménages où une personne a utilisé Internet à domicile, 19 pour cent y ont eu recours pour acheter des biens et services, 54 pour cent l'ont utilisé pour obtenir des renseignements médicaux et sur la santé et 28 pour cent pour des services bancaires. Presque tous les ménages branchés ont eu recours au courrier électronique.

Les personnes âgées semblent à leur tour avoir un engouement pour Internet. C'est au sein des ménages dont le chef est une personne de 65 ans et plus qu'on note la plus forte croissance de l'utilisation d'Internet et du nombre de branchements à domicile. Attention cependant, seulement un dixième de ces ménages ont utilisé Internet régulièrement en 1999, comparativement à plus de la moitié chez les ménages plus jeunes.

La croissance de l'utilisation d'Internet a aussi été importante au sein des ménages dont le chef est âgé entre 55 et 64 ans. En 1999, un tiers de ces ménages comptaient au moins un utilisateur.

L'utilisation d'Internet est en lien direct avec le niveau de scolarité et le revenu. Ceux qui détenaient un diplôme universitaire étaient deux fois plus susceptibles d'utiliser ce moyen de communication que ceux qui avait un diplôme d'études secondaires et quatre fois plus que ceux qui n'avaient pas terminé leurs études secondaires.

L'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique étaient les provinces qui comptaient le plus haut taux d'utilisation d'Internet au pays. Ce sont aussi les provinces où les revenus moyens étaient les plus élevés. Terre-Neuve se situait au dernier rang.

Ottawa était la région métropolitaine la plus branchée au pays, alors que 61 pour cent des ménages surfaient sur le Net à la maison ou au travail. Windsor et Québec avaient les taux les plus faibles, avec 34 pour cent.

La pauvreté est bien présente au pays

Ottawa (APF): Le Canada a beau être «le meilleur pays du monde», moins de 5 millions de personnes vivaient dans la pauvreté en 1998 selon le dernier rapport du Conseil national du bien-être social.

Le rapport annuel du Conseil qui dresse un profil de la pauvreté au pays fait état d'une modeste amélioration. Le taux de pauvreté, à 16,4 pour cent, était le plus bas enregistré depuis 1992. Et pour la première fois depuis 1994, moins de 5 millions d'enfants, de femmes et d'hommes vivaient dans la pauvreté au pays.

Cela étant, le Conseil ne pavoise pas: «La faible réduction de la pauvreté ne fait guère honneur à un pays riche qui vient de connaître une septième année consécutive de croissance économique.»

En fait, on comptait davantage de personnes pauvres en 1998 que lors de la récession du début des années 90.

En 1989, la Chambre des communes a adopté une résolution unanime qui visait à mettre fin à la pauvreté chez les enfants en l'an 2000. Résultat: en 1998, 1,3 million d'enfants vivaient dans la pauvreté. En Ontario, le nombre d'enfants pauvres a même doublé par rapport à 1989.

Le taux de pauvreté des mères seules était de 54,2 pour cent en 1998. Celui des familles monoparentales dirigées par des mères de moins de 25 ans était de 85,4 pour cent! Le taux de pauvreté chez les familles dirigées par des jeunes de moins de 25 ans s'élevait à 43,3 pour cent et celui des personnes seules de moins de 25 ans était de 60,7 pour cent.

Les pauvres au Canada vivent la plupart du temps avec plusieurs milliers de dollars de moins que le seuil de la pauvreté, au point d'avoir un revenu inférieur à 50 pour cent du minimum décent. Cela signifie, écrit le Conseil avec incrédulité, qu'une famille torontoise de quatre personnes doit se débrouiller avec 16 353 ou moins par année.

Le Conseil trouve une lueur d'espoir, la seule, chez les personnes âgées. Chez les 65 ans et plus, le taux de pauvreté n'était que de 17,5 pour cent, essentiellement à cause des nombreuses mesures positives prises par les gouvernements au cours des dernières décennies. Il s'élevait toutefois à 39,4 pour cent chez les femmes seules.

Le Québec mène au chapitre de la pauvreté avec 1 610 000 million de personnes pauvres, soit un taux de pauvreté de 22 pour cent. Le taux de pauvreté était de 19,8 pour cent à Terre-Neuve, 11,4 pour cent à l'Île-du-Prince-Édouard, 17,9 pour cent en Nouvelle-Écosse, 14,9 pour cent au Nouveau-Brunswick, 13,5 pour cent en Ontario (1 543 000 million de pauvres), 18,8 pour cent au Manitoba, 15,7 pour cent en Saskatchewan, 14,8 pour cent en Alberta et 14,6 pour cent en Colombie-Britannique.

Le Conseil national du bien-être social demande à tous les gouvernements de réinvestir dans les mesures sociales en faveur des personnes à faible revenu. Il recommande aussi une hausse des salaires minimums. En 1998, il était impossible pour qui que ce soit au Canada qui travaillait à plein temps au salaire minimum d'atteindre le seuil de pauvreté.

Selon le Conseil, le gouvernement fédéral doit profiter de son nouveau mandat et des excédents budgétaires pour améliorer le sort des pauvres.

La pratique religieuse est en baisse

Ottawa (APF): Les couples avec enfants et les personnes âgées sont aujourd'hui les personnes qui sont les plus susceptibles d'assister régulièrement à la messe.

La pratique religieuse était en revanche moins populaire chez les adultes vivant en union libre, de même que chez les personnes divorcées et séparées selon une enquête de Statistique Canada réalisée auprès de 10 700 personnes.

La participation à des services religieux a fortement diminué entre 1988 et 1998 chez les personnes âgées de 15 ans, passant de 41 à 34 pour cent. L'enquête de Statistique Canada montre que le taux de pratique religieuse diminue entre le milieu de l'adolescence et la fin de la vingtaine, mais remonte chez les adultes au début de la trentaine pour atteindre un sommet chez les personnes de 75 ans et plus.

Les immigrants étaient plus susceptibles d'assister à des services religieux que les personnes nées au Canada. En 1998, 43 pour cent des immigrants participaient régulièrement à des services religieux, comparativement à 31 pour cent chez les Canadiens de naissance.

Personne ne sera surpris d'apprendre que les habitants des régions rurales et des petites villes assistent plus souvent à des services religieux que les habitants des grandes villes. N'empêche, le taux de participation a diminué partout au pays, notamment dans les villes de 20 000 à 50 000 habitants, note Statistique Canada.

Nouveaux dossiers à l'ACFA provinciale pour 2001

RAYMOND LAROCHE

Edmonton

Après un peu plus d'un an, et suite aux élections tenues en octobre dernier qui ont reporté à la présidence Mme Suzanne Dalziel, l'ACFA provinciale s'apprête à entreprendre l'année 2001 en continuant le travail déjà entrepris, mais aussi avec de nouveaux dossiers.

Au niveau national en 2000, plusieurs dossiers ont été importants pour la francophonie albertaine. Tout d'abord, suite au décès de feu Pierre Elliott Trudeau, il y a eu la mise sur pied de la *Fondation Pierre Elliott Trudeau* pour le leadership qui est en voie d'incorporation. Bien que pas encore opérationnelle, l'ACFA prévoit en faire le lancement officiel cette année.

Une bonne chose aussi pour la francophonie aura été le rapport de la Commissaire aux langues officielles qui, si les recommandations sont appliquées, ne peut qu'être positif. L'ACFA avait d'ailleurs manifesté son approbation à sa sortie. Une autre bonne chose aura été la mise sur pied d'un plan national pour les enfants qui a vu le jour sous l'égide de la FCFA. Ce dossier suscite d'ailleurs beaucoup


Photo: Raymond Laroche

d'intérêts à l'échelle nationale.

À l'échelle provinciale maintenant, l'ACFA a dirigé des dossiers importants comme entre autres: le Forum sur les arts et la culture, le transfert du réseau Francalta, le Forum de la Francophonie (Dialogue), qui s'est tenu au printemps dernier. D'autres dossiers ont aussi retenu l'attention dont entre autres le site Epcor/Rossdale, la Mission du Lac la Biche, la Fête franco à Grande-Prairie qui, même s'il n'y a pas eu autant de monde que prévu, a eu des répercussions importantes pour la francophonie de cette région, ainsi que le Colloque sur la radio communautaire à Rivière-la-Paix qui a mobilisé des intervenants à l'échelle nationale.

Pour l'année qui vient, tout en continuant le travail entrepris au cours de la dernière année, l'ACFA provinciale a décidé d'adopter le processus des tables sectorielles de concertation qui permettra de créer une meilleure cohésion entre les différents intervenants provinciaux des différents secteurs d'activité. «Ça n'a jamais été fait avant dans ce sens que oui, des tables de concertation étaient tenues en région, et ensuite, c'était une table de concertation d'organismes provinciaux et pour finir, la table de concertation franco-albertaine. L'année dernière, l'ACFA a mis sur pied sa propre table de concertation. On en fait partout dans la communauté, sans l'avoir fait au sein même de notre association» expliquait Mme Dalziel. Ce qui signifie que toutes les régionales et le provincial se mettent ensemble pour établir leurs priorités comme association. Ensuite, le provincial siégera à la table de concertation franco-albertaine à titre de représentant de ses membres auprès des autres organismes provinciaux.

«Donc ce qu'on fait cette année afin de s'assurer que tout le monde trouve sa place autour d'une table quelque part, c'est de mettre en place ces tables sectorielles, parce que tout le monde ne peut siéger à la table communautaire provinciale» déclarait Mme Dalziel. À titre d'exemple, une table sectorielle santé, sports, loisirs où tous les intervenants qui sont touchés par ce secteur d'activité seront invités à s'exprimer. Une autre sur les arts et la culture qui servira à nourrir le nouveau secteur des Arts qui est en voie de formation.

Une des nouveautés cette année, le dossier du développement des ressources humaines qui touchera entre autres à la question du postsecondaire, de l'alphabétisation, des centres scolaires communautaires etc. C'est d'ailleurs un des secteurs où l'ACFA entend mettre beaucoup d'emphase au cours de la prochaine année afin de positionner le mieux possible les francophones sur le marché du travail. «C'est un gros dossier» déclarait Mme Dalziel.

Et finalement, un secteur «Patrimoine et histoire» sera mis sur pied. «D'une chose, ce sera le 75e anniversaire de l'ACFA cette année et on veut produire une programmation orientée surtout vers les jeunes, les enfants et les écoles. On veut aussi s'assurer que les gens sachent que le français a été la première langue européenne en Alberta. On veut regrouper ensemble tous les faits marquants et historiques de la francophonie albertaine et donner à ce secteur un plan d'action de façon à ce que dans trois ans on ait notre histoire et que les anglophones y soient sensibilisés» soulignait Mme Dalziel.

Il y a donc avec tous ces nouveaux dossiers beaucoup de travail en perspective, et un échéancier sera mis en place au cours du prochain Bureau des présidents qui se tiendra le 20 janvier prochain.

Boom économique francophone à Plamondon

LYNE LEMIEUX

Plamondon

La communauté francophone de Plamondon fait rouler l'économie de cette communauté du nord-est de la province. Des projets majeurs font littéralement «boomer» cette municipalité de 500 personnes.

La construction d'une résidence pour les personnes âgées va bon train. L'extérieur de l'édifice est en voie d'être complété. Déjà quelques appartements sont réservés et de futurs occupants


Photo: Lyne Lemieux

vont visiter les bureaux de l'ACFA pour s'informer du progrès des travaux. C'est à l'ACFA régionale de Plamondon-Lac La Biche qu'on peut obtenir toute l'information nécessaire pour connaître les services disponibles. Le comité s'est nommé un président en la personne de M. Paul Piquette.

La communauté a aussi obtenu le feu vert pour entreprendre en juin prochain la construction d'un nouveau musée. L'édifice qui abrite le musée actuel est trop petit et vétuste. Puisqu'on veut mettre l'accent sur le tourisme, il faut donc se doter d'une nouvelle infrastructure. L'édifice sera une réplique de la première église de la paroisse Saint-Isidore de Plamondon. On a déjà procédé à la première pelletée de terre mais on attendra les beaux jours pour poursuivre le travail, tous les travailleurs en construction du village ayant été mobilisés par la construction de la résidence des aînés.

Un autre projet qui réjouit tout le personnel, les parents et les enfants qui fréquentent l'École Beauséjour c'est la décision du gouvernement albertain d'injecter une somme de 3.8 millions de dollars dans la construction de nouveaux laboratoires pour l'école française. Cette annonce a été faite récemment au Conseil scolaire de l'École nouvelle. Depuis son ouverture en 1991, cette école n'a jamais cessé de voir sa clientèle augmenter au point ou on a dû déménager bureaux et salles de classe à plusieurs reprises pour faire plus de place.

Lakeland Tourism et le ministère albertain du Développement communautaire ont mis la main à la pâte dans le dossier de La Mission du Lac La Biche. 520 000$ ont été versés en tout au projet de revitalisation de La Mission Notre-Dame des Victoires.

Décidément l'an 2000 a été une bonne année pour les dynamiques francophones de cette région.

Un nouveau comité consultatif est formé

RAYMOND LAROCHE

Edmonton

Le 29 novembre dernier, le ministre de l'Apprentissage, Lyle Oberg annonçait la formation d'un comité consultatif présidé par le député de Bonnyville/Cold Lake et président du Secrétariat aux affaires francophones M. Denis Ducharme.

Le but de cette consultation est d'apporter des recommandations au ministre dans le but d'apporter des changements à la législation albertaine en identifiant une solution à long terme pour résoudre la question d'une gestion scolaire qui respecte les droits constitution-nels de la minorité religieuse (article 17 de la Loi scolaire) ainsi que les droits linguistiques minoritaires garantis dans la Charte des droits et libertés (article 23)..

Le comité consultatif sera composé de Pierre Desrochers, représentant de la Fédération des conseils scolaires francophones de l'Alberta; de Sylvie Mercier, de la Fédération des parents francophones de l'Alberta; de Vital Ouellette, de l'Association canadienne-française de l'Alberta; de Elouise Johnson, de l'Alberta School Board Association et de Maurice Campeau, de l'Alberta Catholic School Trustees Association.

....

Suite à la page 11
- Nouveau comité... -



ÉDITORIAL

Le père Noël, drôle de bonhomme

Au fil du temps, le père Noël ne change pas. Il reste le même. Toujours la même barbe, toujours les mêmes cheveux blancs, toujours les mêmes rennes et le même traîneau. Parfois on se demande même s'il ne serait pas né avec son accoutrement et son matériel. Le père Noël est éternel, c'est indéniable. Mais évolue-t-il? Se met-il à la page comme tous le monde? Même si on a du mal à le voir pitonner sur son «laptop» assis dans son traîneau habillé de son costume rouge ou parler à ses lutins par cellulaires interposés, le père Noël se doit d'être moderne.

Mais au fait, modernité ou pas, comment fait-il pour distribuer ses cadeaux quand la Terre compte 6 milliards d'humains? Est-ce physiquement possible d'accomplir la mission du père Noël dans la nuit du 24 au 25 décembre? Afin qu'il accomplisse sa tâche, à quelle vitesse doit-il voyager? Les chercheurs de la revue scientifique *Spy* ont apporté des éléments de réponses à ces questions, il y a de cela quelques années. Éléments que les personnes qui croient encore au père Noël ne devraient pas lire. Mais pour les autres, en voici quelques extraits:

«Pour récompenser quelque 321 millions d'enfants recevant chacun environ un kilo de jouets, le traîneau du père Noël doit avoir une capacité de 321 300 tonnes, à laquelle il faut ajouter le poids du père Noël qui, comme tout le monde le sait, souffre d'un léger embonpoint. Sur Terre, [...] un renne ne peut pas tirer plus de 150 kilogrammes de fret. Mais, en admettant que les rennes volants du père Noël, issus d'une espèce inconnue, puissent tirer dix fois cette charge, il reste que 214 200 de ces bêtes seraient nécessaires pour mouvoir le traîneau. En additionnant le poids des cadeaux, de l'embonpoint du père Noël et des 214 000 rennes, le mastodonte atteint une masse totale de 353 430 tonnes, quatre fois plus que le paquebot Queen Elizabeth...

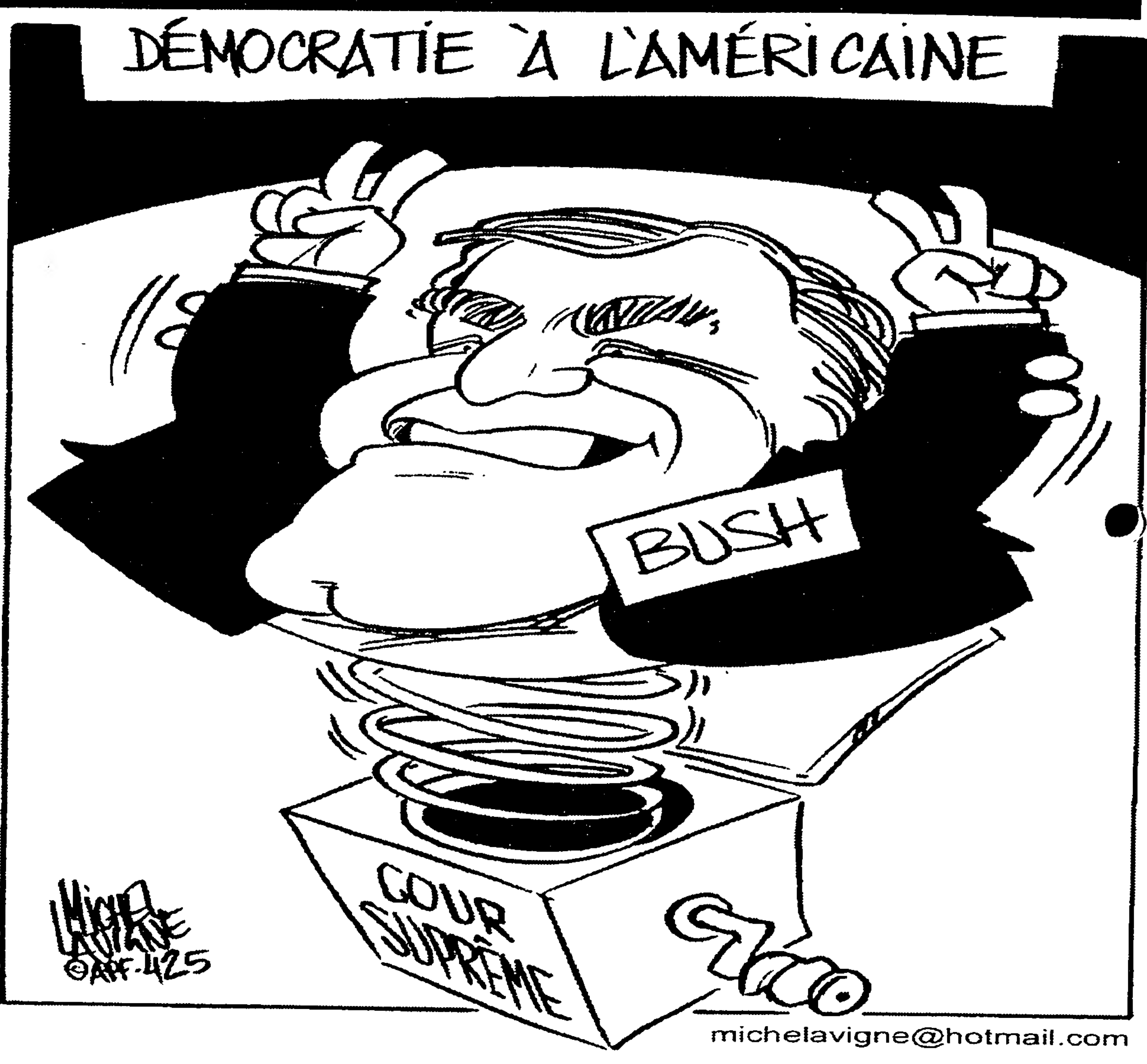
Avec une moyenne de 3,5 enfants par famille, le cortège devra s'arrêter dans quelque 91,8 millions de foyers en une nuit. Heureusement, notent les chercheurs, grâce à la rotation terrestre, le père Noël dispose de 31 heures d'obscurité pour faire sa tournée s'il voyage d'est en ouest. Ce qui donne 822,6 maisonnées à visiter par seconde. Donc, pour chaque foyer chrétien où les enfants ont été sages, le père Noël dispose d'un peu plus d'un millième de seconde pour se poser, bondir de son traîneau, dégringoler la cheminée, déposer ses cadeaux au pied de l'arbre, remonter sur le toit, secouer la suie qui a collé sur son habit rouge, sauter dans le traîneau et voler jusqu'à la prochaine maison. Encore beau qu'il ait le temps d'avaler un verre de lait et des biscuits à chaque arrêt.

À quelle vitesse se déplace le père Noël? En admettant que les 91,8 millions de foyers soient également répartis sur les continents, le père Noël doit parcourir 1,2 kilomètre entre chaque foyer, soit un voyage de 121 155 200 kilomètres (estimation modérée, ne tenant pas compte des déplacements transocéaniques, des arrêts fourrage pour les rennes, etc.). Pour accomplir son périple en 31 heures, le traîneau du père Noël doit maintenir une vitesse de 1040 kilomètres par seconde, soit 3000 fois la vitesse du son» (source: *Le Devoir*, le 18 décembre 2000).

On n'ose pas imaginer l'état du père Noël, ni l'état de ses rennes à une pareille vitesse. N'empêche que malgré les preuves scientifiques de la non existence du père Noël et de l'impossibilité de sa tâche, il reste qu'au yeux des enfants la magie du père Noël est inégalable. On espère encore cette année que dans sa bonté extrême, il n'oubliera personne.

Joyeux Noël à toutes et à tous

Nathalie Kermoal



N.D.R.L. - Le choix et le contenu de la caricature publiée dans cette page ne sont pas reliés aux propos exprimés dans l'éditorial de la semaine et ne reflètent en aucun cas les opinions de notre éditorialiste ou même de notre journal. Cette caricature est produite et distribuée par l'Association de la presse francophone (APF) et est offerte à tous les journaux membres de l'ensemble de la francophonie canadienne.

COURRIER DES LECTEURS

Dr Lyle Oberg
Ministre de l'Apprentissage
Ministère de l'Apprentissage
227 Legislature Building
Edmonton, Alberta
T5K 2B6

Cher Dr Oberg,

À titre de représentants des parents de la région de Smoky River ayant des enfants qui reçoivent une éducation francophone dans les écoles Routhier et Georges P. Vanier, nous tenons à vous remercier chaleureusement pour avoir reconnu nos droits linguistiques tels qu'annoncés dans l'article 23 de la Charte des Droits et Libertés. En prenant connaissance de votre lettre soumise à M. Marco Gervais, président du Conseil scolaire de High Prairie, nous étions heureux d'apprendre que votre ministère reconnaît la raison d'être de notre programme francophone. C'est très réconfortant pour les élèves et leurs parents que leur choix de programme soit valorisé et reconnu comme étant un programme authentique et valable.

Nous étions aussi soulagés d'entendre M. Hector Goudreau, représentant du parti Progressiste-Conservateur récemment élu dans la circonscription de Dunvegan, proclamer publiquement qu'il reconnait et donne son plein appui au programme francophone offert dans nos écoles. Dans sa plate-forme électorale, il a ouvertement appuyé le choix des parents en ce qui concerne l'éducation de leurs enfants. D'après lui, il faudra promouvoir la coopération entre les conseils scolaires régionaux pour assurer que tous les enfants de Smoky River reçoivent le programme éducatif qu'ils choisiront et que ce programme en soit un de qualité.

Le Conseil scolaire de High Prairie a toujours coopéré pleinement avec le ministère de l'Apprentissage dans le développement, le pilotage et l'implantation de programmes francophones dans la province. Vous pouvez être assuré de notre engagement continu envers ces programmes de langue française pour tous les élèves de l'Alberta.

Veuillez agréer, cher Dr Oberg, l'expression de nos sentiments les plus sincères.

Mme Angela Blanchette présidente
Conseil de l'École Routhier

Mme Myrna Lanctot, présidente
Conseil l'École Georges P Vanier

M Francis Lessard, président
Comité ad hoc francophone

M Marco Gervais, président
Conseil scolaire de High Prairie #48

NOUS VOULONS VOTRE OPINION

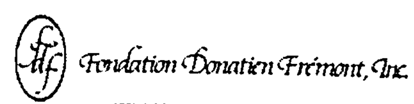


Nous invitons nos lecteurs et nos lectrices à nous écrire pour nous donner leur opinion sur des sujets qui les intéressent ou sur les éditoriaux du journal. Écrivez-nous! Soyez concis dans votre présentation et vos idées. Signez votre lettre et incluez votre numéro de téléphone. Nous publierons toutes lettres signées, pourvu qu'elles respectent l'éthique professionnelle du journal.



Directrice: ***Nathalie Kermoal***
Adjointe Admin.: ***Micheline Brault***
Journaliste: ***Raymond Laroche***
Infographiste: ***Stephan Branson***











#201, 8627 - 91e Rue, Edmonton (AB) T6C 3N1
Téléphone: (780) 465-6581 Télécopieur: (780) 469-1129
Adel: lefranco@francalta.ab.ca
Internet: www.francalta.ab.ca/lefranco

CORRESPONDANT.E.S:

Calgary
Suzanne de Courville Nicol
Louis Charles Trempe
Centralta
Denise Hart
Fort McMurray
Hélène Flamand
Grande Prairie
Alyre Morin
Bonnyville/Cold Lake
Michel Raymond
Kananaskis
Jean-François Brulotte
Plamondon
Joël Lavoie
Marie-Claude Pronovost
Red Deer
Serge Gingras
Rivière-la-Paix
Noëlla Fillion
Patrick Henri
Saint-Paul
Michèle Routier
Sophie Charbonneau
Michel Raymond

La magie de Noël

LYNE LEMIEUX

Edmonton



La Chorale de la Faculté Saint-Jean a de nouveau fait honneur à ses compatriotes de langue française lors du 2e Concert de Noël de l'Artillerie Royale Canadienne, samedi dernier, à la salle de concert Winspear.

Invitée par l'orchestre de l'Artillerie Royale canadienne à ce concert bénéfice du club Kiwanis, la Chorale de la Faculté a interprété deux chants en latin (Festival Sanctus, O magnum mysterium), un en anglais (Glory, Glory, Glory to the Newborn King) et quatre en langue française (Joyeux Noël, Noël Chez Nous, Sainte nuit et Les anges dans nos campagnes) au grand ravissement des nombreux spectateurs et spectatrices présents.

Les deux derniers chants ont d'ailleurs fait appel à la foule à qui l'on avait distribué les paroles de ces chants populaires et qui pouvaient les chanter dans la langue officielle de leur choix. La salle presque comble debout pour chanter avec une chorale francophone au Winspear a fait dire aux nombreux francophones présents qu'on n'aurait jamais vu cela il y a 20 ans.

Laurier Fagnan a dirigé avec maestria l'orchestre et la Chorale. Nouveau directeur musical de l'ensemble vocal Da Camera Singers d'Edmonton, il sera conférencier invité à Podium 2000, une conférence nationale de l'Association nationale des Chefs de Chorales du Canada. M. Fagnan s'est exprimé à quelques reprises pour présenter les pièces dans les deux langues officielles. Cette attention délicate a été très appréciée de tous les francophones qui ont bravé une vague de froid à pierre fendre pour assister au concert.

Ces différents chants étaient entrecoupés de grands classiques de Noël (RCA Sleighride, Holiday Rhapsody, Pantomime, An Irving Berlin Christmas) interprétés avec talent par l'orchestre de l'Artillerie royale qui compte de nombreux francophones parmi ses membres dont Marc Beaudin et Jean-François Picard.

Il faut aussi noter la participation de Jill Younghusband dont l'interprétation de Christmas in the Trenches a beaucoup touché tous les spectacteurs. Ce chant qui raconte un Noël dans les tranchées pendant la Première guerre mondiale était dédié aux nombreux membres des Forces armées canadiennes qui devront passer les Fêtes loin des leurs. Mme Younghusband elle même connaît bien cette expérience puisque cette année son frère sera en Bosnie à Noël.

L'orchestre de l'Artillerie royale canadienne existe depuis 1879 et était à l'époque basée à Québec. Formé de musiciens militaires professionnels elle participe à de nombreux programmes dont *Le Canada se souvient*, une initiative soulignant la contribution des Canadiens durant la Seconde guerre mondiale. Déménagé à Edmonton en 1997, l'orchestre a effectué des voyages à Victoria, Winnipeg, Brandon, Shilo, Whitehorse, Ottawa, en Californie et au Colorado de même qu'en Corée.

Il est intéressant de constater que des six orchestres militaires du Canada, celui de l'Artillerie royale canadienne est le seul dirigé par une femme, le Capitaine Heather C. Davis. L'orchestre de l'Artillerie Royale canadienne devrait lancer son premier disque compact en janvier 2001.

Ce concert est une excellente initiative qui mérite d'être répétée. Elle constitue une excellente façon de se mettre dans l'esprit des Fêtes et d'encourager de bonnes causes par la même occasion.

Un premier récit poétique émouvant

ALEXANDRA MIEKUS
Collaboration spéciale

Edmonton

Vous avez entre les mains *Les silences immobiles*. Vous êtes en voyage dans un univers de sons et d'images. Votre destination: le monde et tout ce qui l'habite. Un pas à la fois, en tournant les pages, vous vous laissez bercer par le rythme, la mélodie et la beauté de la poésie de Christian Violy...

Le 24 novembre dernier, a eu lieu le lancement du premier récit poétique *Les silences immobiles* de Christian Violy. Pour l'occasion, plusieurs amateurs de poésie se sont rassemblés au salon des étudiants de la Faculté Saint-Jean pour rencontrer l'auteur, et pour discuter avec lui de son récit.

À l'âge de 29 ans, Christian Violy a déjà derrière lui un parcours littéraire important. C'est en 1987, qu'il a rencontré Yves Boivert, dont l'ouvrage «rebelle» a piqué sa curiosité. Il découvre ainsi la littérature et peu de temps après, il commence à écrire des poèmes. Par la suite, il décide de faire des études en littérature à l'Université Laval. Il écrit pour un de ses cours, un essai qu'il soumet par la suite à la maison d'édition Guérin. À sa grande surprise, on le choisit parmi quelque 180 candidats et on lui décerne le prix du meilleur essayiste lors du salon du livre de Montréal. Un prix, qui n'avait pas été décerné depuis quatre ans puisque les travaux soumis n'avaient pas réussi à séduire le jury. C'est à ce moment-là que la carrière de Christian Violy a pris son envol. Depuis, il se consacre à l'exploration du monde de la littérature et de l'écriture, à travers son rôle de professeur à la Faculté Saint-Jean et bien sûr à travers la poésie qu'il écrit. Une exploration qui a donné naissance au récit poétique *Les silences immobiles*.

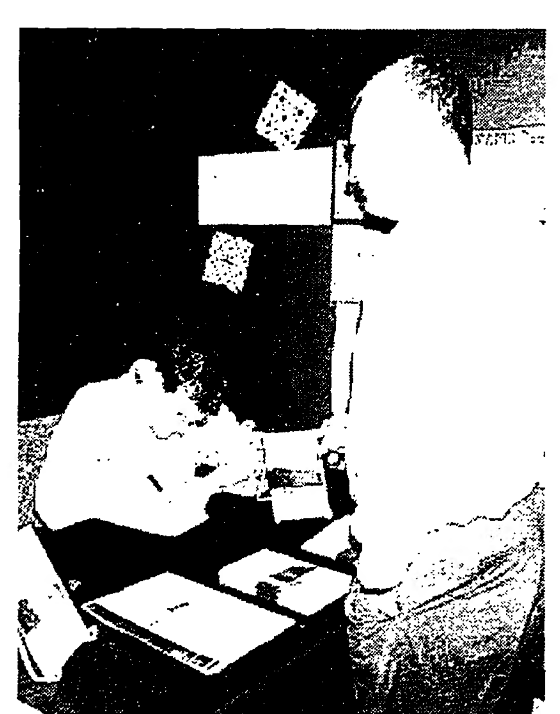


Photo: Alexandra Miekus

Les silences immobiles est un récit dans lequel le jeune auteur raconte son voyage à travers le pays à la recherche de son père. Il peint les paysages qu'il a découverts, expose ses émotions et décrit les gens qu'il a rencontrés sur son passage. «*Les silences immobiles* est composé de 31 récits ou microrécits poétiques, entrecoupés de six citations de poètes (comme Breton, Éluard, etc.). La démarche, le fil ou le filon narratif, nous conduit de la douleur ou de la souffrance, occasionnée par la perte du père, à la réconciliation avec la vie. Ainsi le recueil dans son ensemble débouche-t-il sur une certaine inquiétude, voire sur un sentiment de joie», déclarait Robert Richard, professeur à la Faculté Saint-Jean, dans une réflexion sur ce récit lors du lancement. En effet, au fur et à mesure que l'on tourne les pages, l'auteur nous fait passer par une panoplie de sentiments, tous aussi intenses les uns que les autres.

Le récit de Christian Violy est rempli d'images fortes et retentissantes. Certaines de ces images mettent en scène la nature, « *Les montagnes chatouillent insolemment le ciel. Les couchers du soleil embrassent la rivière. Le vent murmure au-dessus de la falaise. Il y a l'eau qui descend le long des artères. Et moi qui n'en peux plus d'attendre.* ». Alors que d'autres se passent à «l'intérieur», il écrit par exemple, « *Dans ma chambre, les rideaux sont tirés. Pourquoi les rideaux sont-ils tirés? Il faut toujours laisser entrer la lumière. Il faut toujours laisser fuir les couleurs quand la vie est ailleurs...* » Métaphores, symbolisme et allégorie, avec ses images Christian Violy transmet sa façon d'habiter le monde, mais il lance aussi aux lecteurs une invitation de trouver la leur. «Il faut trouver sa façon d'habiter le monde, prendre conscience que dans une roche il y a quelque chose, dans un soleil il y a quelque chose... C'est important de ne pas passer à côté de ça, parce que ce serait passer à côté des beautés de la vie» expliquait-il.

En lisant *Les silences immobiles*, on pénètre dans l'univers de Christian Violy, on y découvre un poète et la poésie qui réside en lui. Mais ce qui fait la richesse de ce récit, c'est qu'il y a beaucoup de place pour une interprétation et réflexion personnelle sur le sens des mots, des images et de la poésie. C'est d'ailleurs ce que l'auteur cherche à évoquer chez le lecteur « *Je veux avec ce livre, communiquer ma passion de la littérature. Quand j'écris c'est toujours dans ce but là. N'essayez pas de trouver ce qui est écrit dans le texte, laissez-vous plutôt bercer par les mots*». Alors place à la puissance des mots, place à la beauté de la poésie et aux silences immobiles...

« *Les silences immobiles* », récit poétique de Christian Violy, éditions des Plaines, 90 pages.

CITATION DE LA SEMAINE

Il est plus facile de déplacer un fleuve que de changer son caractère.
-Proverbe chinois-

RÉGIONAL en bref

Edmonton

Appel à tous!

L'Association des juristes d'expression française de l'Alberta (AJEFA) est à la recherche de bénévoles pour un projet simulé présenté en français aux enfants à l'occasion de la Journée du Droit 2001 (avril 2001). L'activité se tiendra au Palais de justice d'Edmonton. Depuis deux ans, l'AJEFA et l'Association du Barreau canadien, région d'Edmonton, ont présenté des pièces traduites et adaptées de celles présentées en anglais. Pour l'année 2001, l'association voudrait présenter un produit différent de sa cousine anglophone, réalisé par des francophones. Ces mises en situation ont pour but de familiariser les jeunes avec le système judiciaire en leur permettant d'assister à une simulation directement au Palais de justice. Il y a eu «Lucie Lapin», «Le Beau prince Bartholomé», quelle sera l'intrigue pour 2001? L'Association recherche des personnes au sein de la communauté francophone d'Edmonton, juristes ou non, pour participer à ce projet. Ceux ou celles qui sont intéressé.e.s à écrire, jouer un rôle, faire de la musique, fabriquer des décors etc. sont prié.e.s de contacter Me Vital Ouellette, président de l'AJEFA au 780-645-5202 (St-Paul) ou olglaw@mcsnet.ab.ca ou Me Laura Snowball au 780-420-9035 (Edmonton), 613-995-4130 (Ottawa),courriel: bouledeneige1@aol.com

54[e] congrès annuel de l'ACELF :Une éducation à réussir... Relevons ensemble le défi!

L'Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF) annonce que son prochain congrès annuel qui aura lieu à Edmonton, en Alberta, du 15 au 17 novembre 2001, se déroulera sous le thème «Une éducation à réussir...Relevons ensemble le défi!». Le programme qui sera dévoilé au printemps prochain permettra aux congressistes de répondre à deux grandes questions: Pour assurer la réussite de l'éducation, quelle est la complémentarité souhaitable entre les divers intervenants en éducation? et Quelles sont les composantes d'une éducation réussie et quelles stratégies nous permettront de la mettre en place? Pour élaborer le programme, le président du congrès, M. Gérard Bissonnette, directeur de la Direction de l'éducation française au ministère de l'Apprentissage de l'Alberta, a formé un comité thématique réunissant M[me] Hélène Landry, conseillère pédagogique au Conseil scolaire Centre-Nord, M. Yvon Mahé, directeur de projets à la Fédération des parents francophones de l'Alberta, M. Donald Michaud, directeur général du Conseil scolaire de l'École Nouvelle, M. Normand Fortin, directeur du Centre d'enseignement et de recherche en français de la Faculté Saint-Jean et M. Alain Nogue, directeur adjoint de la Direction de l'éducation française au ministère de l'Apprentissage de l'Alberta. Ce comité sera présidé par M. Richard Vaillancourt, directeur général de la Fédération des parents francophones de l'Alberta. Carrefour d'idées, d'échanges et de partage sur un thème lié à l'éducation en langue française au Canada, les congrès de l'ACELF rassemblent chaque année des conseillers et des commissaires scolaires, des enseignants, des gestionnaires et des représentants de diverses associations francophones. Il est tenu alternativement dans les quatre grandes régions du Canada, soit l'Atlantique, le Québec, l'Ontario ainsi que l'Ouest et le Nord. L'Association canadienne d'éducation de langue française est un organisme pancanadien qui, par la réflexion, la recherche, la concertation et l'intervention, inspire et soutient l'action des communautés francophones pour que l'éducation qu'elles choisissent de se donner serve à protéger et à promouvoir la langue et la culture d'expression française.

Une bourse d'étude pour Laurier Fagnan

M. Laurier Fagnan, responsable du programme de chant/chorale de la Faculté St-Jean d'Edmonton, et récemment choisi comme nouveau directeur musical de l'ensemble vocal Da Camera Singers, a dernièrement été honoré par Alberta Career Developpement Grant. Il ira étudier à New-York avec le spécialiste du Bel Canto, Dan Marek. Il a aussi reçu, dernièrement, une bourse d'étude de trois ans de la Fondation Baxter et Alma Ricard pour poursuivre ses études de Doctorat au Mannes School of Music à New-York.

Fort McMurray

Les Jeux de l'Artique en 2001

Les Jeux de l'Artique, une compétition de calibre international réunissant près de 1600 athlètes provenant du Canada, de l'Alaska, du Groënland et de la Russie se tiendront en 2004 à Fort McMurray en Alberta. Sur un budget d'organisation d'environ 3 millions et demi de dollars, le gouvernement albertain s'engage à verser 1 million de dollars. Le reste proviendra du secteur privé et de la municipalité régionale de Wood Buffalo.

ESQUISSE

Luketa M'Pindou, un homme d'action

LYNE LEMIEUX

Edmonton

Luketa M' Pindou est un homme de conviction qui continue au Canada l'œuvre de son père, un haut fonctionnaire du ministère de l'Environnement, fondateur de l'organisme Faune et Vie. «Tu es comme le vieux,» lui a souvent dit son frère aîné en riant.

Natif de la République démocratique du Congo, il vient de la capitale Kinshasa, une ville de 10 millions d'habitants dans un pays qui compte 40 millions de Congolais.

La République démocratique du Congo et le Canada ont bien des choses en commun: une forêt abondante et des ressources minières diversifiées. Si le Canada peut compter sur son pétrole et son gaz naturel la République démocratique du Congo a un sous-sol où on retrouve de l'or, des diamants, du cobalt, du manganèse.

Le gouvernement congolais offrait d'ailleurs des bourses en foresterie à des étudiants désireux de se rendre au Canada. Luketa a choisi lui d'étudier en Administration des affaires à l'Université Laval. Il quitte sa famille qui compte dix enfants pour le Canada en 1987.

L'adaptation n'a pas été facile. « En 1987, je devais débourser 2 800$ de frais de scolarité par session. C'est toute une somme quand on ne peut compter sur l'aide gouvernementale. J'avais un visa d'étudiant ce qui m'empêchait de travailler.»

Pendant ce temps la situation diplomatique de son pays se détériore. Il doit déménager à Montréal et devient immigrant au Canada. Il poursuit ses études à l'École des Hautes Études Commerciales où il obtient un baccalauréat en gestion. Il étudie à temps partiel tout en travaillant pendant sept ans comme agent de marketing chez Zellers.


Photo: Archives personnelles
Luketa M'Pindou et sa femme

L'École des Hautes Études Commerciales partage ses corridors avec l'Université de Montréal. Un jour, son regard croise celui d'une étudiante en Économie Jacqueline Kandula Kunge, une jeune femme d'origine congolaise. Ils se marieront le 18 septembre 1993. Ils ont trois enfants Kenny et Kevin des jumeaux et une petite Kelsea, née en Alberta, il y a deux ans.

«Mes enfants portent le nom de M'Pindou. C'est mon nom de famille. En Afrique on a plusieurs noms et on choisi celui que l'on veut porter. Mon nom de famille c'est Luketa mais avec les papiers d'immigration, les gens ont inversé les choses. J'ai l'habitude que les gens m'appellent Luketa même si c'est mon nom de famille», ajoute-t-il en riant.

«Nous sommes quatre à vivre en Alberta. Mon frère aîné vit à Paris. C'est ma sœur Rose qui m'a convaincu de venir vivre ici. Ma femme étudie au baccalauréat bilingue en administration des Affaires à la Faculté Saint-Jean. Vivre dans une province anglophone ce n'est pas facile. J'ai dû suivre des cours d'anglais à Grandin School. Puis j'ai fait un stage au Centre Marie-Anne Gaboury comme agent de recherche pour l'École virtuelle. C'était mon premier contact avec la francophonie albertaine.»

La question de l'intégration à la communauté franco-albertaine le fait sourire. «Vous savez quand on doit d'abord assurer l'existence de sa famille c'est un emploi qu'on cherche en premier lieu. Tant qu'on a pas un emploi satisfaisant, la francophonie ce n'est pas une priorité. En général, l'intégration se fait assez bien même s'il y a des choses à améliorer. Il faut faire les premiers pas. Il existe des préjugés des deux côtés mais on progresse. On demande à nos jeunes d'inviter leurs amis de l'école. On a une excellente collaboration avec Francophonie Jeunesse de l'Alberta. Nos jeunes aiment beaucoup leurs activités.»

Lors de son arrivée en Alberta il y a deux ans, la communauté congolaise comprenait 40 membres. Aujourd'hui c'est 250 personnes qui gravitent autour de l'Alliance Jeunesse Famille Société et de l'AMFA.

«Nous avons de grandes famille, en moyenne 4 enfants par famille. Les quatres grandes communautés nationales congolaises et leurs groupes linguistiques sont représentés: on parle le swahili, le tshiluba, le kikongo et le lingala en plus du français, langue officielle.»

La communauté congolaise compte des groupes de prière, se réunit pour des soirées culturelles. On commence à voir des entrepreneurs démarrer leurs petites entreprises.

C'est en 1999 que Luketa a l'idée de créer un organisme pour réunir les jeunes et prévenir la criminalité.

«Les jeunes immigrants éprouvent des difficultés particulières à l'adolescence. Ils voient leurs parents s'asseoir sur les mêmes bancs d'école qu'eux pour apprendre l'anglais ou faire reconnaître leurs études. Ils connaissent le salaire de leurs parents, une chose impossible en Afrique! Ils éprouvent moins de respect pour ces derniers et sont parfois tentés par la criminalité.

Un gang de jeunes appelé Z-Mafia (du nom de l'ancien nom de la République du Congo, le Zaïre) a commencé à faire des ravages à Montréal. C'est pour prévenir cette situation que le 18 septembre 1999 naissait l'Alliance Jeunesse Famille Society de l'Alberta. Je savais que cette date nous porterait bonheur puisqu'elle coïncidait avec mon anniversaire de mariage, » ajoute Luketa en riant.

«À Montréal, nos jeunes n'avaient pas d'encadrement. L'isolement, la discrimination ça incite les gens à les rejeter. Nous voulons faire le pont entre l'école et la famille mais surtout nous voulons le faire en français même si jusqu'à présent nous avons surtout eu la collaboration d'écoles d'immersion française.

....

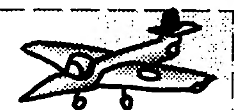
Suite à la page 12
- Lukeda M'Pindou... -

CALENDRIER CULTUREL DU 1ER AU 31 JANVIER 2001



Vous voulez faire connaître vos activités socio-culturelles? Faites-nous parvenir vos renseignements pour les activités du 1er au 28 février 2001 avant le 18 janvier 2001 par la poste, par courrier électronique (acfaprov@francalta.ab.ca) par télécopieur (780) 465-6773 ou en composant le (780) 466-1680. Nous acceptons les frais d'appel. Ce calendrier est un service gratuit de l'A.C.F.A. provinciale.

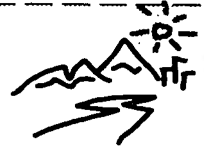
RÉGION DE BONNYVILLE ET COLD LAKE



Activités régulières :

Accès gratuit à Internet au Centre culturel de Bonnyville. Info.: 826-5275.

RÉGION DE CALGARY, BANFF



Activités régulières :

Cours de Karaté les mardi et jeudi après l'école pour les jeunes à partir de 7ans. Adultes de 19h00 à 20h30.Info.: Ann 571-4000

C'est meilleur le samedi, tous les lundis à 18 h à CJSW 90.9FM. Information et requête : 220-3991

Le Centre de Ressources familiales de Calgary, heures d'ouverture : les mardis de 9 h à 13 h, les mercredis et vendredis de 9 h à 18 h, le centre est situé au 14, 2512 - 4e rue N.O. Information : 217-2181.

La Voix des Rocheuses, pratiques reprises tous les mercredis à La Cité. Info. : Mme Kim, 242-8610

La parlotte, tous les mercredis soirs au Newt, 170-10A rue N-O.

Club Inter, troisième jeudi de chaque mois au Danish Canadian Club (727-11e avenue S.O.) à 17 h 30. Info. : 246-3637

Les copains de jeux, tous les vendredis à la Cité des Rocheuses. Information : 241-5640.

Club de l'amitié, tous les vendredis de 19 h 30 à 22 h à la salle paroissiale de l'église Sainte-Famille. Info. : 244-2200

Scouts tous les 3e vendredis à la Cité des Rocheuses. Info. : 274-5919.

Les Dames de Sainte-Famille, réunion le 2e jeudi du mois au sous-sol de l'église Sainte-Famille à 19 h.

Lieu historique national Cave and Basin à Banff. Ouvert de 9 h 30 à 17 h. Info. : 762-1566.

RÉGION CENTRALTA

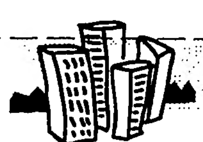


Activités régulières :

Le site d'accès à l'Internet communautaire est ouvert du lundi au vendredi de 9 h à 19 h et les samedis de 9 h à 17 h. Info. : 961-3665.

Exposition permanente sur l'histoire de Saint-Albert au Musée Héritage Museum, St. Albert Place. Info. : 459-1528.

RÉGION D'EDMONTON



7 janvier : Atelier et session « jam » de musique traditionnelle canadienne française offerts par l'Association la Girandole les premiers dimanches du mois. Info. Anita468-0057.

17 janvier : Session d'information Administration des affaires bilingue de 18 h 30 à 20 h 30, dans la salle T003 du Business Tower de NAIT 11762 – 106 Rue. Info. Ariane au 471-7033.

18 au 20 janvier : Lecture de quatre nouveaux textes dramatiques au théâtre de la

RÉGION D'EDMONTON



Cité. Info. 469-8400

21 janvier : Découvrir sa Mission Rencontre avec Sr. Marie-Jeanne Thériault au Club 60 R à Legal après la messe française de 9 h 30. Info. Denise Cyr au 961-2386

27 janvier : Jazz et swing Le CDM et le Centre d'Arts visuels présentent un spectacle levée de fonds mettant en vedette l'ensemble de jazz de Pierre-Paul Bugeaud. Info. Gisèle Desjardins au 461-3427.

28 janvier : Déjeuner communautaire à l'église Saint-Thomas D'Aquin après la messe de 11 h.

Activités régulières :

Cours virtuels en informatique (plusieurs niveaux de Access, Word, Excel, PowerPoint, Outlook, et FrontPage en format CD Rom, interactif), menant à la certification Microsoft. Offerts au Centre Marie-Anne-Gaboury, 12 $ /l'heure avec accès aux ordinateurs, Internet, exercices, tests et un tuteur. Info. :Miranda Samaan, 468-6983 ou mirande@virtuelle.ca

Centre de ressources de l'Institut Guy-Lacombe de la famille (salle 209, 8527, rue Marie-Anne-Gaboury (91e), Edmonton) est ouvert le mercredi de 13 h à 18 h 30, le jeudi de 13 h à 16 h, le vendredi de 13 h à 16 h 30 et le dernier samedi du mois de 10 h 30 à 14 h 30. Coût d'adhésion pour un an : 15 $. Info. : 468-6934.

Cours de français sur mesure offerts par l'Alliance française (Cité francophone - 8527, rue Marie-Anne-Gaboury (91e Rue). Info. : 469-0399.

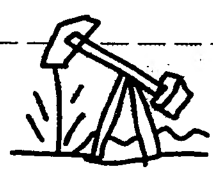
Bibliothèque de l'Alliance française ouverte les lundis, mercredis et jeudis de 13 h à 15 h et les mardis de 10 h à 12 h au local de l'Alliance française (voir plus haut). Info. : 469-0399.

Cours de français et anglais langue seconde offerts par Canada College Inc.. Info. : 413-7253.

Parties de bridge tous les mercredis, au sous-sol de l'église Saint-Joachim. Info. : Églande Mercier, au 489-4417.

Sons de louanges, émission radiophonique au poste CKER 101.9 FM les dimanches de 8 h 45 à 9 h, présenté par *Source d'eau vive*. Info. : Stéphane Legault, 481-9691.

RÉGION DE GRANDE PRAIRIE

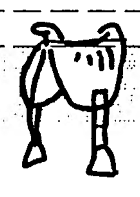


Activités régulières :

La Garderie scolaire Minimousse est ouverte de 7h30 à 8h30 et de 3h20 à 18h00, du lundi au vendredi. La Garderie est située dans les locaux de l'école Nouvelle Frontière au 10807 101e rue. Le coût est de 3$ l'heure. Info : contactez Chantale ou Diane au 814-7945.

Le Centre de ressources familiales est ouvert le lundi et vendredi de 15h à 17h. Le centre de ressources familiales est situé dans les locaux de l'école Nouvelle Frontière au 10807 101e rue.. Info : Contactez Chantale au 814-7945.

RÉGION DE LETHBRIDGE

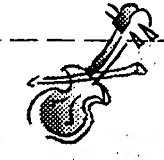


6 janvier : Souper des Rois à 18 h au centre culturel de l'ACFA. Info. Mimi au 328-8506

8 janvier : Scouts en français à 19 h 30 réunion pour sonder l'intérêt de la communauté à l'ACFA. Info. Mimi au 328-8506

26 janvier : Copains d'Abord (Soirée Poutine et bière) à 18 h au centre culturel de l'ACFA. 5$ - 3,50$. Info. Mimi au 328-8506

RÉGION DE PLAMONDON LAC LA BICHE



3 février : AGA de l'ACFA au Centre culturel Philip Ménard à 19 h. Suivie des « Contes Albertains », une production de l'Unithéâtre. Info. Bonita 798-3896

Activités régulières :

Pré-maternelle recommence le 9 janvier au Centre culturel Philip-Ménard. Pour s'inscrire : Michèle 798-3896.

Le coin des curieux, centre de ressources pour les enfants sera ouvert du lundi au vendredi de 9h à 16 h Bienvenue à tous! Info. : Bonita, 798-3896.

Accès gratuit à Internet lundi au vendredi de 9 h à 16 h au Centre culturel Philip-Ménard. Info. Michèle 798-3896

RÉGION DE RED DEER



Activités régulières :

Centre de ressources de Red Deer et le groupe de jeux préscolaire est ouvert tous les mercredis matins de 10 h à 11 h 15. Le Centre est situé à l'École La Prairie (4810 - 35 e rue). Info. : 343-0060.

RÉGION DE RIVIÈRE-LA-PAIX



Activités régulières :

FALHER - **Site d'accès communautaire à l'Internet** ouvert. Info. : 837-2296.

SAINT-ISIDORE - **Le Club du Bon Temps** est ouvert tous les jours, spécialement le mercredi après-midi et le samedi soir. Activités : jeux de cartes, boule sur tapis, curling, billards, musique, télévision, etc. **Danse en ligne** tous les vendredis soirs de 19 h 30 à 21 h. Info. : 624-8283 ou 624-8182.

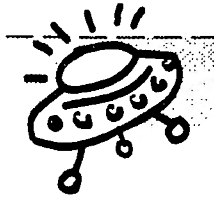
SAINT-ISIDORE - **La Bibliothèque** est ouverte du lundi au vendredi de 9 h à 16 h 30. Info. : 624-8182 ou 624-8194.

TANGENT - Le **Club de bridge** se rencontre au Centre culturel les lundis à 19 h 30. Info. : Philippe, au 359-2127.

TANGENT - La **Bibliothèque communautaire de Tangent** est ouverte le vendredi de 13 h à 16 h. Info. : Jeannette, 359-2182.

DONNELLY - **Centre historique de Donnelly** de la Société historique généalogique de Smoky River offre des cours de généalogie amateur les jeudis soirs. Ouvert de 19 h à 22 h Cotisation : 15 $. Info. : Courriel : Site : http://www.telusplanet.net/public/genealfa/

RÉGION SAINT-PAUL



Activités régulières :

Le centre de ressources est accessible 9h à 16h par l'entremise de l'ACFA régionale Info. : 645-4800 ou 645-5050.

Franco-accueil, Louise Reidy est disponible pour visiter les familles qui désirent recevoir la trousse. Info. 645-5050.

Le bureau de l'ACFA régionale est ouvert du lundi au vendredi de 8 h 30 à midi et de 13 h à 16 h 30. Info. : Michèle Routier au 645-4800.

Site Internet - Site d'accès communautaire à l'Internet accessible du lundi au vendredi de 8 h 30 à 16 h 30. Situé à l'école du Sommet – 4617-50e avenue. Info. Shannon 645-1949.

Cassettes vidéo en français à louer et **cartes de souhaits** à vendre à la boutique de l'A.C.F.A. Info. : 645-4800.

Mouvement des Femmes chrétiennes se rencontre le deuxième lundi de chaque mois à 19 h 30 au Centre du MFC, 4630 - 50 Avenue. Info. : 645-3697

RÉGION WOOD BUFFALO

2 janvier : Bingo à 17 h 15 au profit de l'ACFA au California Club Bingo. Si vous pouvez nous aider, s.v.p. téléphoner au 791-7700.

15 et 29 janvier : Club de lecture pour enfants de 2 à 5 ans. À 10 h dans le local de la prématernelle au Centre Boréal. Activité gratuite pour enfant accompagné d'un parent.

24 janvier : Comité Femmes Première activité à 19 h 30 à la salle communautaire du Centre Boréal.



Nous avons fait une erreur dans le calendrier culturel? Appelez Danielle au (780) 466-1680

L'Association canadienne-française de l'Alberta
303, 8627 rue Marie-Anne-Gaboury (91e Rue)
Edmonton (Alberta) T6C 3N1
Tél.: (780) 466-1680
Téléc.: (780) 465-6773
Courriel : acfaprov@francalta.ab.ca

Nous devons tous faire un effort afin de réduire la violence scolaire!

Mélanie-Anne Bonnar (Collaboration spéciale)

Calgary

Mélanie-Anne Bonnar, âgée de 16 ans, a présenté ce texte dans le cadre du concours Ados-Radio de la première chaîne de Radio-Canada. Elle a été choisie(ainsi que neuf autres personnes) afin de discuter de son projet le 4 décembre sur les ondes de la première chaîne de Radio-Canada. Le concours invitait les jeunes à indiquer comment leur projet pourrait contribuer à améliorer la vie autour d'eux. Le journal *Le Franco* est heureux de publier ce texte.

Récemment, dans les écoles de l'Alberta, au Canada et aux États-Unis, les médias nous ont rapporté qu'il semble y avoir un accroissement de violence dans les écoles. Non seulement est-ce que certains jeunes se promènent dans les écoles avec des armes telles que des couteaux et des fusils mais il y a aussi des meurtres qui sont commis par des étudiants. Ne sommes-nous plus en sécurité dans nos écoles? Si tel est le cas, il est grandement temps que notre société s'arrête et identifie des stratégies afin de réduire ce taux de violence. Bien que je ne sois pas une politicienne ou une gestionnaire qui peut apporter des changements dans ce domaine voici quelques stratégies qui pourraient être considérées par les membres de la société qui eux peuvent présentement faire une différence:

1. Si les écoles avaient accès à un plus grand nombre de conseillers, ceux-ci pourraient consacrer le temps et l'énergie nécessaires afin de développer des programmes de sensibilisation à la violence pour les jeunes et développer des stratégies concrètes pour réduire cette violence au sein de leur école. Ce plus grand nombre de conseillers communiquerait aussi aux élèves qu'ils ont un accès plus direct et plus fréquent à ces personnes-ressources qui peuvent leur venir en aide.

2. Dans certaines classes au secondaire, il y entre 35 et 40 élèves. Réduire le ratio professeur/élève permettrait aux enseignants d'être davantage à l'écoute de leurs élèves et peut être ainsi prévenir ces actes d'agression.

3. En donnant plus de pouvoir à l'administration scolaire, celle-ci pourrait plus facilement suspendre les élèves que l'on soupçonne être des personnes qui pourraient commettre des actes de violence.

4. Si le gouvernement accordait davantage d'aide financière aux écoles, ces dernières pourraient se munir d'un plus grand nombre de caméras et ainsi les élèves seraient conscients qu'ils sont davantage surveillés et que la société fait tout ce dont elle peut afin de permettre cette violence.

5. Finalement, je crois que les conséquences négatives devraient être beaucoup plus sévères pour les élèves qui commettent ces actes de violence.

Je ne compte pas avoir une solution miracle à toute cette violence mais je crois qu'il est grand temps que nos politiciens s'arrêtent et discutent sérieusement comment toute la société peut composer avec ce très sérieux problème. Les élèves ont droit à une éducation et celle-ci devrait pouvoir être obtenue en toute sécurité. Après tout, il faut investir de façon positive dans la jeunesse car ce sont ces jeunes d'aujourd'hui qui seront les dirigeants de demain. Alors, les politiciens, donnez à ces jeunes le bon exemple en traitant de ce problème de violence scolaire!

<chronique/> INFO SCIENCE

Une poubelle à gaz carbonique

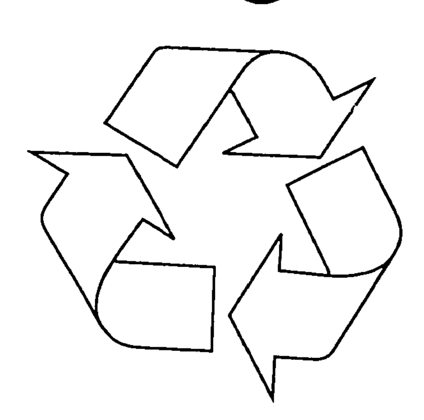
ISABELLE GIRARD

Agence Science-Presse

WEYBURN, Saskatchewan — On croit rêver: satisfaire à la fois l'industrie pétrolière, assoiffée d'or noir, et les écologistes. Ce sera peut-être possible. Grâce à un vieux champ pétrolifère de l'Ouest canadien.

Dans quelques semaines, on ouvrira les valves pour pomper du gaz carbonique dans ce champ de la Saskatchewan. Objectif numéro un: maximiser l'extraction de pétrole. Objectif numéro deux: lutter contre la pollution.

Dave Craigen se frotte les mains en regardant les centaines de puits de pétrole qui pompent sans relâche dans cette région. Le contremaître de la pétrolière PanCanadian croyait que le gisement de Weyburn n'en avait plus pour longtemps. «Le gisement est exploité depuis 1954. Au début, on s'est servi des méthodes d'extraction traditionnelles. Puis, on a utilisé la technique d'injection d'eau pour déloger le pétrole. Mais il reste encore beaucoup de pétrole qu'on n'arrive pas à extraire avec la technologie actuelle.»



Et pourtant, à peine 350 millions de barils ont été extraits jusqu'à maintenant de ce gisement... alors qu'on estime qu'il en contient un milliard quatre cent millions! En injectant du dioxyde de carbone (CO2) dans le sol, PanCanadian espère pomper 120 millions de barils de plus. «Le dioxyde de carbone se mélange au pétrole, le gaz agissant comme solvant pour dissoudre les molécules de pétrole emprisonnées dans la roche», explique Dave Craigen.

Cette technologie existe depuis longtemps. Si elle n'a jamais été utilisée à grande échelle, c'est parce que le dioxyde de carbone est coûteux. Et qu'il en faut d'énormes quantités. PanCanadian va devoir s'approvisionner à une usine de charbon de Beulah, au Dakota du Nord. Un oléoduc souterrain de 325 kilomètres va acheminer le gaz jusqu'à l'usine de Weyburn. Facture: un milliard cent millions de dollars.

Mais ça vaudra le coût si, en plus de prolonger l'exploitation pétrolifère d'une vingtaine d'années, on peut se servir des champs de pétrole «usagés» pour stocker des gaz à effet de serre. Car c'est là l'autre volet du projet, sur lequel mise le gouvernement fédéral. «Nous allons séquestrer de façon permanente 14 millions de tonnes de dioxyde de carbone, soit l'équivalent des émissions de trois milliards de véhicules pendant un an» avance Gilles Mercier, conseiller scientifique pour le ministère des Ressources naturelles à Ottawa. Le fédéral a investi un million de dollars dans le projet. On espère éventuellement échanger des «crédits d'émissions» de dioxyde de carbone avec d'autres pays. Une façon de monnayer le droit de polluer.

Une façon de s'amender

En 1997, lors de la conférence de Kyoto sur le réchauffement climatique, le Canada s'était engagé à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 6% par rapport à ses émissions de 1990. Aujourd'hui, on est bien loin de l'objectif: au lieu de diminuer, les émissions ont augmenté de 13%. C'est pourquoi on cherche désespérément des façons de s'amender.

Mais attention. Si plusieurs voient déjà les champs pétrolifères des prairies canadiennes transformés en poubelles des gaz à effet de serre, les experts sont plus prudents. «Avant d'envisager la séquestration de dioxyde de carbone dans le sol comme solution, il faut voir quelle est la capacité du socle rocheux à emmagasiner ce gaz. À l'heure actuelle, on connaît mal le comportement microscopique des molécules de gaz à travers les pores de la roche», explique le Dr. Amit Chakma, responsable de la recherche au Centre de recherche en technologie pétrolière (CRTP) de l'Université de Regina.

Les scientifiques du CRTP, le gouvernement canadien et l'Agence internationale de l'énergie vont surveiller attentivement le projet au cours des prochaines années. On veut suivre la migration du dioxyde de carbone dans le gisement et observer les réactions avec les autres minéraux et fluides. Selon le Dr. Chakma, «si le gouvernement canadien est sérieux dans sa volonté de s'engager à respecter ses engagements de Kyoto, la technologie d'injection de dioxyde de carbone dans le sol pourrait connaître un boom économique important dans les provinces des prairies».

Ceci dit, même si tout se déroule pour le mieux, cette technologie ne suffira pas à elle seule à réduire de façon importante nos émissions de gaz à effet de serre. Les espoirs les plus fous du gouvernement fédéral se limitent à entreposer 2% des émissions canadiennes par an. Tôt ou tard, il faudra cesser de faire l'autruche et se résoudre à consommer moins de carburants fossiles, ces grands responsables du réchauffement de notre petite boule.

....
Suite de la page 3
- Nouveau comité... -

La formation d'un tel comité découle en fait des dernières négociations qui se sont tenues à Calgary l'été dernier, en ce qui a trait au transfert de l'école Marguerite-Bourgeoys au nouveau conseil scolaire francophone, et de toute la question touchant au statut des écoles catholiques et des écoles publiques.

«Mgr Henry de Calgary avait alors soulevé un point en disant que les francophones voyaient leurs droits reconnus, mais qu'est-ce qui arrivait alors de ceux des catholiques? Finalement, après plusieurs discussions, le ministre de l'Apprentissage proposait une solution temporaire, soit de fonctionner avec une seule administration composée de 3 conseillers pour le secteur public et 3 conseillers pour le secteur catholique, en attendant les recommandations d'un comité de consultation qui permettrait d'apporter des modifications à la Loi sur l'éducation, non seulement pour Calgary, mais pour toute la province» expliquait M. Ducharme.

Bien évidemment, ces recommandations pourraient avoir des répercussions sur tous les conseils scolaires francophones existants. «Il faut discuter des droits des francophones et ceux des catholiques et il faut essayer de trouver quelque chose qui va fonctionner» déclarait M. Ducharme. Présentement, il existe en Alberta quatre conseils scolaires publics dotés d'une double vocation, c'est à dire de gérer des écoles catholiques et publiques. «Maintenant, à titre d'exemple, il pourrait y avoir seulement deux conseils scolaires francophones pour toute la province, soit un catholique et un public, par contre, il pourrait aussi y avoir 4 conseils catholiques et 4 conseils publics. C'est ce qu'il faut qu'on regarde, en espérant qu'on pourra trouver un compromis. Mais je pense qu'en début de l'année 2001, le comité devrait se rencontrer une première fois et pouvoir y aller de recommandations au ministre pour la fin février» nous racontait M. Ducharme.



Photo: Raymond Laroche

Suite de la page 7

- Lukeda M'Pindou... -

C'est important pour nous que tout se fasse en français. Le programme «Act Now» on le fait en français. John Howard Society a embauché un conseiller bilingue pour nous servir. Les organismes qui font affaire avec nous savent qu'on fonctionne en français et qu'ils doivent compter sur un interprète s'ils veulent nous parler en anglais. Nous sommes francophones, fiers de l'être et nous inculquons cela à nos enfants.»

Seule ombre au tableau jusqu'ici, on n'a guère eu de succès avec le Conseil scolaire Centre-Nord. «On nous a même défendu de mettre nos affiches. C'est une situation temporaire. Je crois que puisque l'on fait nos preuves, on devrait avoir plus de succès dans le futur. On nous confond parfois avec l'AMFA. C'est comme si on confondait FJA avec l'ACFA Provinciale. C'est une situation normale qui se résoudra quand les gens nous connaîtront mieux,» ajoute M. M'Pindou.

L'AJEFAS a pour public cible les moins de 25 ans mais travaille présentement avec les 15-20 ans. Ils offrent des soirées causeries, des rencontres *Écoute ma parole*, où on se concentre sur ce que les jeunes ont à exprimer, des voyages, des activités sportives et culturelles.

«Nous appelons ça SPL-ECS. Santé, Profession, Loisirs, Éducation, Culturel et Sports. Nous avons organisé un piquenique, des visites du Valley Zoo, de l'Assemblée législative albertaine avec la Lieutenant gouverneur, l'Honorable Lois Hole, du parc aquatique du West Edmonton Mall, des rencontres avec Michael Phair, le député fédéral Rahim Jaffer, la participation de jeunes aux Jeux francophones de l'Alberta et aux Jeux francophones du Nord et de l'Ouest. »

L'AJEFAS est membre de Community Action Coalition et a établi des partenariats avec le Mennonite Centre, Catholic Social Services, le Centre national de prévention du crime, Edmonton Public School, United Church Knox Metropolitan, le Centre culturel Marie-Anne Gaboury, l'ACFA provinciale, l'ACFA régionale d'Edmonton et Alberta Teachers Association dans le cadre de son programme Act Now!

«Nous avons eu un support remarquable du Secrétariat aux affaires francophones du gouvernement de l'Alberta, du ministère du Patrimoine canadien, du ministère canadien de la Justice et de Alberta Community Development. »

L'AJEFAS a aussi conclu une entente avec Douanes et Revenu Canada pour que des stagiaires de l'organisme francophone puissent prendre de l'expérience de travail.

«Il faut aussi appuyer les parents. Nous avons rencontré huit ministères fédéraux pour les conscientiser à l'importance d'embaucher des francophones des minorités visibles. Ce n'est pas tout de pouvoir poser sa candidature, on nous demande si on a de l'expérience canadienne. Ce programme nous permettra de prendre de l'expérience au Canada.»

«Mes parents nous ont montré que c'est important de s'engager socialement. L'organisme Faune et Vie qu'a fondé mon père à sa retraite est membre aujourd'hui de L'Union internationale de conservation de la nature (UICN). Elle promouvoit la conservation de la biodiversité et l'utilisation durable de ses éléments. Je continue l'œuvre de mon père en étant le délégué au Canada de cet organisme mais aussi en mettant en valeur à l'AJEFAS notre capital humain. Mon frère aîné a raison, je continue l'œuvre de mon père, sur un autre plan.»

Sur le Bout de la Langue

Patate ou pomme de terre?

Tranchons la question...

ANNIE BOURRET
- APF -

Faut-il dire *patate* ou *pomme de terre*? Plusieurs linguistes condamnent *patate* pour crime d'anglicisme. Certains préfèrent l'accuser d'impropriété de sens. D'autres se contentent d'indiquer une différence de niveau de langue. Le plus beau, c'est qu'ils ont tous raison...

Les linguistes qui estiment qu'utiliser *patate* pour *pomme de terre* est une impropriété de sens sont des puristes qui se rapprochent de l'origine du mot. *Patate* vient de *batata*, mot espagnol emprunté à une langue amérindienne d'Haïti au début du 16e siècle. Au départ, le mot désigne le tubercule qu'on appelle *patate douce* aujourd'hui (pour la distinguer, justement, de la patate «tout court»).

En 1765, durant la Conquête de la Nouvelle-France, les Anglais introduisent un nouveau légume en Amérique du Nord, qu'ils appellent *potato*. Sous l'influence de l'anglais, les francophones établis dans le Nouveau-Monde utilisent le mot *patate*. Environ 20 ans plus tard, M. Parmentier présente le même légume à la cour de France en l'appelant *pomme de terre*. Mais le mot *patate* (et le légume) avait déjà traversé l'Atlantique et s'était infiltré dans l'usage en France. Le peuple a retenu le mot *patate*, la noblesse a préféré la métaphore *pomme de terre*. C'est de là que vient la différence de niveaux de langue pour ce légume...

Personnellement, je suis dans le camp des linguistes qui estiment que *patate* ne doit plus être considéré comme un anglicisme. Même s'il est d'origine anglaise, le mot compte plus de 200 ans d'usage au Canada, en Belgique et dans plusieurs régions de France. Les emplois sont d'une grande richesse, au quotidien comme au figuré. Les formes *patates frites*, *patates pilées* et *bibitte à patates* font partie des emplois populaires courants d'ici. Je les réserverais à la lanque quotidienne orale, tout en utilisant les formes de français soutenu à l'écrit: *pommes de terre frites* ou *frites*, *purée de pommes de terre* ou *pommes de terre en purée*, *doryphore*.

Les emplois figurés sont nombreux. Par analogie, on utilise *patate* pour évoquer une montre qui marche mal ou le coeur (*se faire aller la patate*, *en avoir gros sur la patate*). Le sens de «personne idiote», peu courant ici, s'illustre dans la pièce de théâtre *Patate* de Marcel Achard. La *patate chaude* désigne une question épineuse ou une affaire délicate depuis environ 20 ans, mais le canadianisme *être dans les patates* signifie se tromper depuis au moins 1889. On a relevé des attestations de *faire patate* («rater, échouer») depuis 1881, mais les emplois contemporains existent toujours.

Dans une chronique sur la patate, il m'est évidemment impossible de contourner l'expression louisianaise *lâche pas la patate*. En fait, je la gardais pour ma conclusion. Car après avoir pratiquement fait l'éloge du mot *patate*, je dois maintenant parler de l'omniprésent *patate chips* et de sa variante *chips*, qui me font avaler de travers. Malgré la popularité de ce calque de *potato chips*, je ne vais pas lâcher la patate (me décourager): je recommande fermement l'emploi du mot *croustilles*.

Envoyez vos commentaires par courriel à a-bourret@home.com



CHRONIQUE

CHAMPIONNAT DU MONDE D'ATHLETISME 2001

Edmonton - La scène des Mondiaux

En 2001, pour la première fois de l'histoire, les Championnats du monde d'athlétisme de l'IAAF auront lieu en Amérique du Nord. La ville d'Edmonton sera l'hôte de plus de 2 000 athlètes exceptionnels, de 500 000 spectateurs et de quatre milliards de téléspectateurs provenant des quatre coins du monde.



Une tâche d'envergure pour une petite ville comme Edmonton? Pas du tout! Edmonton a déjà accueilli plusieurs événements sportifs nationaux et internationaux, notamment les Jeux du Commonwealth et les Championnats du monde de patinage artistique.

Des athlètes de plus de 200 pays viendront à Edmonton pour les Mondiaux. Avec les quatre milliards de téléspectateurs, cela fait des Mondiaux l'événement athlétique le plus important et la troisième plus importante manifestation sportive de la planète.

Bien sûr il faut des gens exceptionnels pour tenir un événement de cette importance et accueillir tous ces athlètes, officiels et spectateurs qui nous rendront visite. Quelque 5 000 bénévoles travailleront partout dans la ville... dans les hôtels et au stade, aux villages des athlètes, aux sites d'échauffement et d'entraînement et à beaucoup d'autres endroits pour s'assurer que l'événement de 10 jours se déroule sans pépins.

Un appel général aux bénévoles a été lancé à la fin d'octobre, auquel les bénévoles ont répondu avec enthousiasme. Parmi les 12 000 formulaires ayant été distribués, 9 000 ont déjà été retournés. La date d'échéance pour l'acceptation des formulaires a été prévue pour la fin de décembre.

Les membres du comité organisateur local des Mondiaux ont également suscité de l'intérêt auprès de bénévoles bilingues de votre communauté. Au cours du dernier mois, ils ont fait plusieurs présentations à diverses associations francophones et à diverses écoles d'immersion francophone.

En plus des 5 000 bénévoles qui participeront à l'événement, 4 000 autres bénévoles participeront aux cérémonies d'ouverture et de clôture des Mondiaux, ce qui porte le compte de bénévoles à 9 000... un effectif qui ne passera pas inaperçu... un effectif qui, selon les organisateurs, aidera à faire de l'événement les meilleurs championnats du monde jamais tenus!

ERRATUM

Dans l'édition spéciale de Noël, à la page 19, dans l'annonce de

SERVICE DE BUREAUTIQUE DYNAMIQUE ET POSTES CANADA

on aurait dû lire :

Courrier électronique : sbd@francalta.ab.ca
Site Internet : www.francalta.ab.ca/sbd

PETITES ANNONCES

Dans le but de vous offrir un meilleur service, LE FRANCO vous offre une chronique de petites annonces. **Tarifs**: 7$ pour 20 mots ou moins pour 1 semaine; 12$ pour 20 mots ou moins pour 2 semaines. Plus de 20 mots: 0,10$ de plus par mot. **Annonces encadrées: 3,50$ de plus**. Vous devez ajouter 7% (TPS).

Toutes les petites annonces doivent nous parvenir accompagnées du paiement: chèque ou mandat-poste avant le lundi midi (12H00). Aucune annonce ne sera acceptée par téléphone. Toute annulation peut être faite par téléphone en composant le: (780) 465-6581 avant le lundi midi (12H00). Nous n'acceptons pas les frais d'appel. Faites votre chèque ou mandat-poste à l'ordre du journal Le Franco:

Le Franco, #201, 8627-91e Rue, Edmonton, AB, T6C 3N1

Draps Santé - Ensemble comprenant drap plat, drap contour, taies d'oreiller. Pour plus d'information, veuillez communiquer avec Cécile au (780) 457-0291 (22-12)

LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

(EN)—Vingt-cinq pour cent des émissions canadiennes de gaz à effet de serre résultent directement des activités individuelles des Canadiens et Canadiennes. Pour plus de renseignements sur les changements climatiques, veuillez consulter la Voie verte d'Environnement Canada au www.ec.gc.ca.

PRIÈRES

Nous désirons informer nos lecteurs que vous pouvez faire publier *la Prière au St-Esprit, la Prière à St-Jude* et *la Prière à Mère Térésa*. Vous devez inclure avec votre demande la somme de 26,75$ (TPS incluse). N'oubliez pas d'inscrire vos initiales. Retournez le tout à:

LE FRANCO
#201, 8627, 91e Rue
Edmonton, AB T6C 3N3
Tél.: (780) 465-6581

Paroisses Francophones

MESSES DU DIMANCHE

CALGARY

Ste-Famille
1719-5e Rue S.O.
Samedi: 17H
Dimanche: 10H30

CENTRALTA

Legal
Paroisse St-Emile
Dimanche: 11H00

St-Albert
Chapelle
Connelly-McKinley
9, Muir Drive
Dimanche: 10H

EDMONTON & ALENTOURS

St-Thomas d'Aquin
8410-89e Rue
Dimanche: 9H30
et 11H00

Immaculée - Conception
10830-96e Rue
Samedi 16H30

Ste-Anne
9810-165e Rue
Dimanche: 10H30

Paroisse St-Joachim
9928-110e Rue
Dimanche: 10H30

Beaumont, St-Vital
4905-50e Rue
Dimanche: 9H30

ST-ISIDORE

Paroisse St-Isidore
Dimanche: 11H30

ST-PAUL

1er, 3e & 5e samedi à
19H30
Dimanche: 9H30

Francis le Francofun

Jeux



Bonjour! J'aime bien l'hiver, mais lorsqu'il fait vraiment très froid, je trouve cela un peu désagréable. Parfois, je suis bien tenté de rester dans la maison! Et toi, que fais-tu quand tu es dans la maison ? Cette semaine pour t'aider à te garder occupé(e), je te propose quelques petites activités amusantes. J'espère que tu les aimeras !

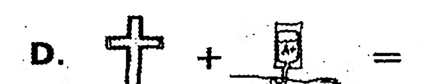
À toi de deviner

Chaque image représente une syllabe du mot à trouver. Devine de quel mot il s'agit. Bonne chance.

A. + = _ _ _ _ _ _ _

B. + (3+4) = _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

C. + = _ _ _ _ _ _

D.  = _ _ _ _ _ _ _ _ _

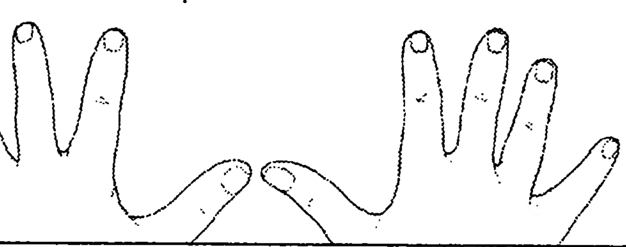
Truc de mathématiques

Voici un petit truc pour te rappeler tes tables de multiplication par 9 en utilisant les mains.

Numérote tes doigts de 1 à 10 en partant par la gauche. Décide quel chiffre tu veux multiplier par neuf. Combien de doigts reste-t-il de chaque côté du doigt plié ?

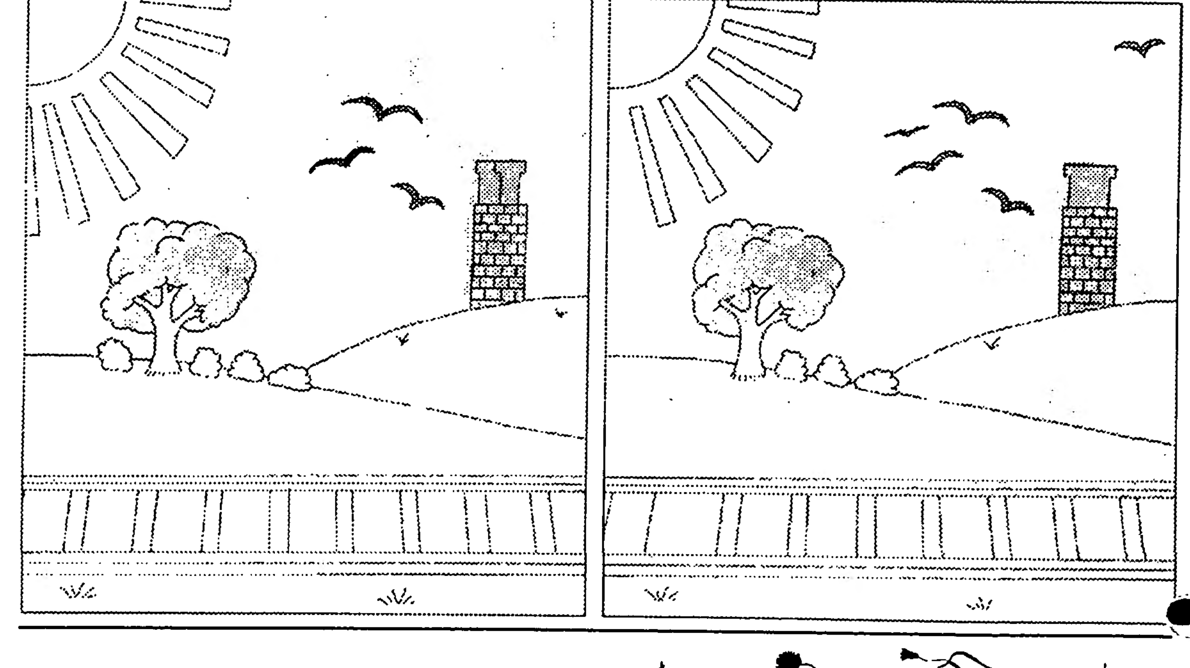
Par exemple, 9 X 4. Il faut plier le 4e doigt. Il reste donc 3 doigts du côté gauche et 6 doigts du côté droit. La réponse est donc 36.

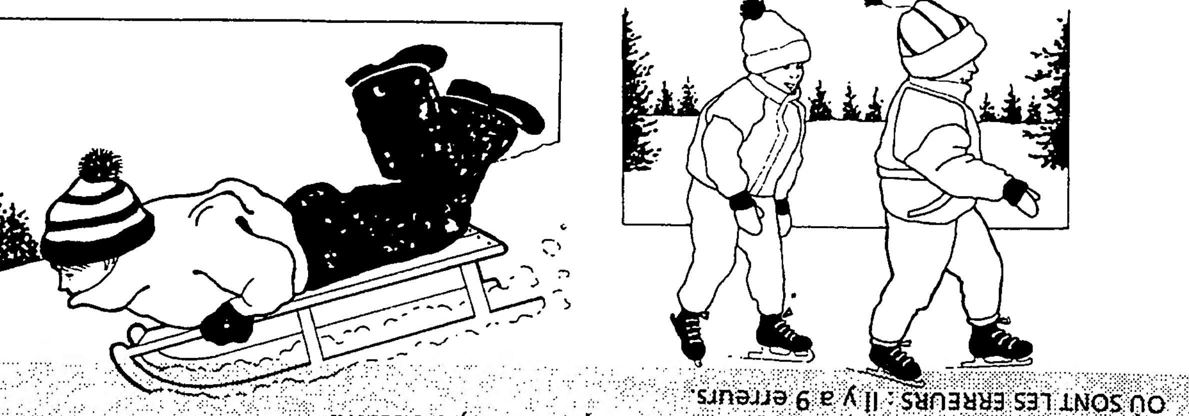
Par exemple 9 X 6. On plie le 6e doigt. Il reste donc 5 doigts à gauche et 4 doigts à droite = 54.



Où sont les erreurs ?

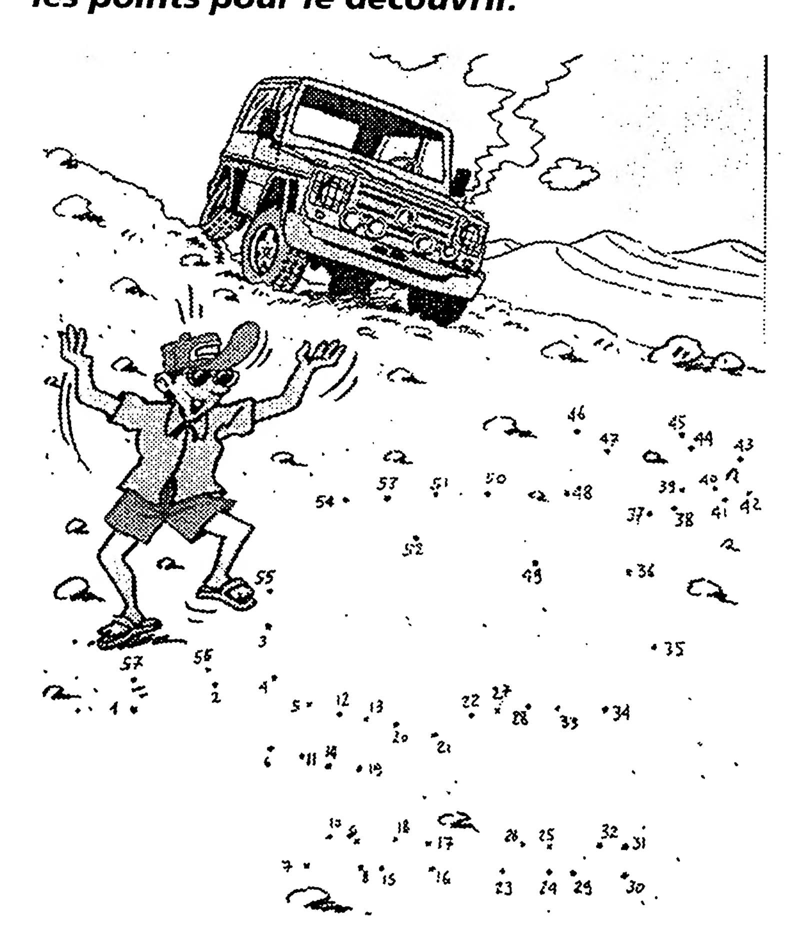
Regarde les deux images ci-bas. Combien d'erreurs peux-tu trouver ? Encercle-les.





Dans le désert

Que se passe-t-il avec cet homme ? Relie les points pour le découvrir.



RÉPONSES :
À TOI DE DEVINER : a) chapeau b) chaussette c) rideau d) croissant.
OÙ SONT LES ERREURS : Il y a 9 erreurs.